

Historique mouvementé

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1269

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025530>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

SOURCES

Initiateurs : Basler Appell gegen Gentechnologie, tél. 061 692 0101; Schweizer Arbeitsgruppe Gentechnologie tél. 01 262 25 63.

Opposants: Génie génétique et société (chercheurs)

tél. 031 848 92 34, fax 031 848 92 22

ils ont publié un bon «fact sheet» sur l'état des travaux législatifs issus du groupe IDAGEN);

Gen Suisse (Chercheurs et Industrie)

tél. 031 351 1502); SDES (Société pour le développement de l'économie suisse) tél. 022 786 6681; fax 022 786 6450.

Et pour ceux qui veulent comprendre la technologie, P. Stocco, *Génie génétique et environnement*, Georg, Genève, 1994.

l'arsenal en acides aminés) pourrait provoquer une allergie lors de la consommation de votre tofu. Scénario catastrophe (variété unique de maïs mondial dépendant d'un certain herbicide et propriété d'une seule multinationale) ou futuriste (riz résistant aux ravageurs, ne nécessitant plus de traitements, enrichi en provitamine A, propriété publique – projet de l'EPFZ), le débat n'est-il pas trop spéculatif pour nous permettre une interdiction radicale des disséminations?

Interdiction de l'octroi de brevets

Sur ce point, la communauté scientifique est en fait assez divisée, avec une solide minorité opposée au brevetage d'êtres vivants; parce que les êtres vivants évoluent sans cesse, parce que la pratique du secret, associée au dépôt de brevet est contraire à la tradition de publication des résultats; parce qu'enfin il n'y a pas «invention» mais «découverte» de nouveaux gènes. Les premiers brevets octroyés (par exemple Oncomouse) l'étaient de façon si large (tous les cancers induits, tous les mammifères couverts par brevet) que cela a aussi effrayé nombre de scientifiques. Comme même l'Europe a des doutes sur la brevetabilité du vivant, c'est un moment très favorable pour explorer les procédés autres que le brevetage pour récompenser ou protéger la propriété intellectuelle. En particulier, la Convention sur la biodiversité ratifiée par la Suisse exige que l'on trouve des mécanismes de compensation pour l'utilisation des ressources génétiques du Sud. Il est à noter que le paquet GenLex, tel que proposé par la commission, ne contient pas d'injonction au Conseil fédéral en vue de régler le droit des brevets en matière de génie génétique.

Le paquet GenLex est-il suffisant ?

En complétant le patchwork des projets IDAGEN, la motion proposée introduit les points suivants: 1. la durabilité (maintien de la biodiversité à long terme); 2. la responsabilité (en particulier responsabilité des effets à long terme des disséminations d'OGMs); 3. la création d'une commission d'éthique pour traiter de la dignité constitutionnelle de la créature; 4. l'obligation de dialoguer avec le peuple sur le génie génétique; 5. l'extension de l'obligation de déclaration à tous les produits utilisant des OGMs; 6. l'urgence d'agir et 6... l'urgence d'agir.

Que manque-t-il, pour ceux qui ne rejettent pas le génie génétique en bloc mais sont inquiets? Une volonté de rationaliser les procédures d'autorisation (idéalement il faudrait une seule autorité compétente de haut niveau traitant toutes les demandes), une seule commission d'évaluation (coordonner la commission d'éthique nationale future et la commission de sécurité biologique en cours de création); et revoir les brevets sur le vivant dans la perspective de la Convention sur la biodiversité. ■

Historique mouvementé

Avril 1987: dépôt de l'initiative du «Schweizerischer Beobachter» visant à introduire dans la Constitution l'interdiction des manipulations du patrimoine germinal humain. Le Conseil fédéral puis les chambres mettent au point un contre-projet, que le peuple, après retrait de l'initiative, accepte massivement le 17 mai 1992. La Confédération y reçoit une compétence générale de légiférer en matière de techniques de procréation et de génie génétique; alors que l'article est explicite sur les interventions chez l'homme, il est moins détaillé pour les interventions extra-humaines; l'article 24^{novies} alinéa 3 dit que «la Confédération édicte des prescriptions sur l'utilisation du patrimoine germinal et génétique (sic) d'animaux, de plantes et d'autres organismes. Ce faisant, elle tient compte de la dignité de la créature et de la sécurité de l'homme, de l'animal et de l'environnement; elle protège aussi la multiplicité génétique des espèces animales et végétales».

Le 27 mai 1992, se fondant sur le rapport KOGABO, le Conseil fédéral renonce à élaborer une loi sur le génie génétique dans le domaine non humain.

En janvier 1993 le groupe interdépartemental IDAGEN publie son rapport et propose d'appliquer l'article constitutionnel dans un programme législatif comportant 9 projets, allant de la révision de la loi sur les épidémies jusqu'à celle sur les brevets d'invention.

Le 25 octobre 1993, l'initiative pour la protection génétique est déposée.

Le 6 juin 1995, le message du Conseil fédéral propose de soumettre l'initiative au vote sans contre-projet en recommandant le rejet.

Dès octobre 1995, des membres de la commission science-culture-éducation (SCE) du Parlement élaborent des contre-projets et mandatent un rapport sur l'état des lois ayant trait au génie génétique en Suisse.

En juin 1996, le rapport Schweizer est publié et montre les lacunes des projets législatifs IDAGEN et suggère un paquet plus musclé, baptisé sur le coup GenLex. En août 1996, la commission SCE du National rejette les contre-projets internes et propose une motion au Conseil fédéral de mise en route GenLex. Cette proposition sera débattue dès le 24 septembre, en session parlementaire.

Comme ce paquet législatif ne serait crédible que s'il était complété avant la votation sur l'initiative, un scénario possible met ce vote populaire au printemps 199...8. ■